



Didier Christin

Territoire : le parti du vivant

Bio

Didier Christin est doctorant au sein de Sol et Civilisation avec pour sujet de thèse "Implication active de la société dans la gestion de l'eau: quel rôle de la science, des élus et des instances politiques dans les territoires ?" Ingénieur agronome (AgroParisTech), il a travaillé pendant plus de dix ans en tant que consultant. Il accompagne et facilite l'adaptation des stratégies des gestionnaires du vivant dans les territoires à un monde changeant et complexe. Sol et civilisation : www.soletcivilisation.fr

Commencements

Didier Christin, il y a un concept qui revient souvent dans votre vocabulaire, c'est celui de "vivant". Qu'est-ce que le vivant pour vous ?

Didier Christin

Le vivant, pour moi, c'est tout ce qui concourt à la vie. J'ai toujours été fasciné par la vie en général. Des sociétés humaines aux plus petites bestioles : j'ai du mal à écraser ne serait-ce qu'une fourmi... C'est un tel miracle! J'ai une sensibilité profonde pour la vie. J'aime observer, regarder, comprendre. A l'origine, je souhaitais être vétérinaire. Mais, arrivé en terminale, je ne me voyais pas baigner toute ma vie dans un univers de "vivant malade". Cela ne correspondait pas à ma personnalité. Ce qui m'intéressait plutôt, c'était de voir comment on pouvait s'occuper du vivant en bonne santé et faire qu'il le reste.

Le vivant, selon votre acception, qu'est-ce que cela englobe au juste ?

Je pars bien sûr du vivant biologique, mais je vais jusqu'au cycle de vie de tous les produits inertes, les créations de l'homme. Si on considère une voiture par exemple, elle naît dans l'esprit d'ingénieurs, nécessite des matériaux pour sa production, des savoir-faire, des usines, elle se développe,

elle est utilisée, puis elle meurt et elle est plus ou moins bien recyclée. Avec la vie biologique, ce qui est génial c'est que la mort d'un être vivant engendre naturellement la vie d'un autre. C'est plus compliqué parfois s'agissant des créations de l'homme.

A lire une certaine littérature, surtout celle des *deep ecologists*, on a l'impression qu'il y a une guerre entre l'homme et le vivant...

En Occident, on oppose les notions de culture et de nature. Moi, je me sens pleinement faire partie du vivant et je pense qu'il y a un continuum. Je suis sensible à la question de la dégradation de l'environnement. Mais, en observant comment les environnementalistes et l'écologie politique posent le problème, je ne vois pas ce qu'il y a de positif pour l'humanité. On n'a que la représentation de l'homme dégradant le vivant. Si l'on commence à regarder chacun de nos actes sous l'angle de l'impact plus ou moins négatif qu'il a par rapport au vivant, cela va devenir invivable à titre personnel ou collectif. Si je pousse la logique, on peut aller jusqu'à se demander si on respire trop ! Je fais du *footing* ? On va me dire que mon bilan carbone est moins bon que si je restais chez moi à ne rien

faire... La meilleure façon de ne pas consommer de CO₂, c'est de ne pas vivre !

Cette logique inquisitrice serait très mauvaise pour l'humanité et je pense que c'est une approche limitée. On peut aussi tout-à-fait considérer que l'homme peut contribuer à améliorer le potentiel du vivant. C'est un projet beaucoup plus positif pour l'humanité. Ce sur quoi nous travaillons, dans la mouvance d'Henry Ollagnon, ce sont les attributs



“ Si l'on commence à regarder chacun de nos actes sous l'angle de l'impact plus ou moins négatif qu'il a par rapport au vivant, cela va devenir invivable à titre personnel ou collectif ”



“ Ce sur quoi nous travaillons, dans la mouvance d’Henry Ollagnon, ce sont les attributs du vivant : la complexité, la multitude d’acteurs qui interviennent, les interactions...”

du vivant : la complexité, la multitude d’acteurs qui interviennent, les interactions... Mais cela pose des questions singulières à nos sociétés qui se sont développées sur un mode de connaissance et d’action universalistes, selon lequel tout est valable et efficace n’importe où, sans aucune considération de la singularité des contextes.

Vous venez de citer Henry Ollagnon. Pouvez-vous nous parler de lui et de son cheminement ?

Henry Ollagnon a été frappé par Hiroshima et l’holocauste. Il a vu la puissance que l’homme pouvait développer pour se

détruire et détruire la vie. Lecteur de Teilhard de Chardin, il entrevoyait qu’il pouvait y avoir une autre voie pour l’humanité. Ne pas refuser un impact grandissant de l’homme sur la planète, mais voir comment cet impact pouvait conduire à plus de vie. Il a fait les “prépa” Bio qui destinaient à l’agro dans les années 60. Ce qui l’a chiffonné, c’est qu’on lui parlait de la nature, de la biologie, sans lui parler de l’homme. Il a alors fait Sciences Po à Paris, espérant y trouver une vision plus intégrative et globale. Mais, là, on parlait tout le temps de l’homme en interaction avec ses semblables, mais jamais du

vivant et de la nature. Or, lui apparaissait de plus en plus une question clé : la prise en charge par l’homme de la nature, du vivant. Mais celle-ci n’était pensée nulle part. Il a fait une licence et une thèse d’économie, espérant y trouver des concepts pour penser cette interaction-là. Ce n’était toujours pas le cas. Il s’est dit alors qu’il devait en quelque sorte “s’y coller”. Il a rejoint le ministère de l’agriculture et il s’est appuyé sur des problèmes que l’administration n’arrivait pas à traiter, en posant comme hypothèse que, en travaillant sur les limites des approches universalistes, on pourrait reconstruire quelque chose de différent.





Et le territoire, par rapport au vivant ?

Ce sont les problèmes que pose la gestion de la qualité du vivant, sa dégradation, la compréhension des phénomènes qui y amènent, qui conduisent au territoire. Quand vous êtes confronté à des situations complexes, avec des acteurs et des logiques d'action multiples, une façon de progresser dans la compréhension et la résolution des problèmes, c'est de trouver des espaces de rencontre, de communication et de négociation intermédiaire, et c'est, en particulier, le territoire. Dans la gestion de la nature et de l'environnement, il y avait deux grandes approches: le marché ou l'Etat. Le marché, ce que les hommes en attendent c'est la satisfaction de leurs intérêts personnels, on en a tiré toute une approche économique. Pour l'Etat, l'environnement est un capital public qui échappe aux logiques de marché. En France notamment, l'intérêt général est plus que la somme des intérêts particuliers. Donc, c'était le

rôle de l'Etat de mettre en œuvre ces politiques publiques. Les deux, le marché et l'Etat, conduisaient à mettre en œuvre des ressorts d'action qui ne tenaient par compte de l'homme en interaction avec le territoire où il habite.

Le territoire, c'est flou : cela peut être tout petit ou très vaste. Quelle est la maille la plus pertinente ?

Pour nous, la maille s'évalue à l'efficacité de l'action pour améliorer la gestion du vivant. On s'est rendu compte dans les années 90 que mettre en œuvre des politiques avec l'Etat, ou des actions avec le marché, sans tenir compte du contexte, conduisait à des inefficacités voire à des effets pervers qui aboutissaient à l'inverse de ce qu'on voulait mettre en place. Pour améliorer la gestion de la qualité du vivant, entreprise complexe et multi-acteurs, on est obligé de tenir compte du contexte dans lequel la politique ou l'action s'insèrent. Par exemple, dans le cas de l'eau, la même mesure sur une rivière

Il a travaillé sur la question de la dégradation des nappes phréatiques d'Alsace. L'eau était gérée par une multitude de services administratifs, ce qui fait que plus personne ne se préoccupait de la résultante globale. Il a introduit le concept de la "gestion effective", qui est la résultante du comportement d'une communauté d'acteurs. Les acteurs sont aussi mus par des forces extérieures à ce dernier : le marché, l'Etat. Si les choses se dégradent, nos sociétés basées sur des modes de connaissance universalistes et sur les sacro-saintes propriétés privées et publiques ne prennent plus en charge ce qu'Henry Ollagnon a appelé les "réalités trans-appropriatives", c'est-à-dire ce qui se joue au delà et à travers des appropriations publiques et privées. Il a mis en avant la notion de patrimoine au sens stratégique. Il n'y a pas un patrimoine en soi: pour qu'il existe, il doit être reconnu et pris en charge par les acteurs qui y vivent, ils doivent se l'approprier ensemble au delà de leurs intérêts et de leurs territoires de compétence, de sorte que – si l'on reste sur l'exemple – les nappes phréatiques non seulement ne se dégradent pas, mais s'améliorent.

“ Il n'y a pas un patrimoine en soi : pour qu'il existe, il doit être reconnu et pris en charge par les acteurs qui y vivent, ils doivent se l'approprier ensemble au delà de leurs intérêts et de leurs territoires de compétence, ”



“La clé de la réussite, c'est de considérer comment une communauté d'acteurs a envie ou non de prendre en charge elle-même le problème, sans y être contrainte”



Un bassin versant aura, du point de vue concret du fonctionnement de la rivière, un impact totalement différent voire inverse sur un autre bassin versant.

Un territoire stratégique, c'est une unité de lieu dans laquelle les gens se reconnaissent et reconnaissent les problèmes à prendre en charge ensemble. Prenons l'exemple de la politique agricole commune : on a construit la PAC à l'échelle de l'Europe, la question étant l'autosuffisance alimentaire des populations après guerre. En faisant cela, on a conçu l'idée de l'autosuffisance alimentaire à l'échelle mondiale. Mais cette question se pose aussi à l'échelle de petits territoires. Comme on est

totallement dépendant de flux extérieurs à son territoire, si ceux-ci sont perturbés à une autre échelle, si le système de transport se grippe par exemple, si les supermarchés se vident, comment fait-on pour nourrir la population ? Par ailleurs la PAC a détruit la biodiversité dans certains territoires ou en a uniformisé d'autres en termes de production. Un certain niveau de régulation de l'autosuffisance alimentaire peut être atteint par le marché, cela me semble naturel et légitime. Au niveau européen, que des chefs d'Etats, au moyen de politiques publiques, tentent de construire un espace de paix après les deux guerres mondiales, avec une certaine autosuffisance alimentaire, me semble tout aussi légitime. Mais on voit qu'un autre échelon apparaît : des acteurs se reconnaissent dans des territoires qu'on appelle stratégiques dans lesquels on doit traiter de l'autosuffisance alimentaire par la proximité. Car si demain le marché ou l'Etat ou les deux sont défaillants, les acteurs des territoires pourront prendre en charge cette autosuffisance alimentaire. La clé de la réussite, c'est de considérer comment une communauté d'acteurs a envie ou non de prendre en charge elle-même le problème, sans y être contrainte. Si on les force, on n'obtient que cinq ou dix pour cent des résultats

par rapport à un engagement réel dans la gestion et la résolution du problème.

Vous faites une distinction entre le “collectif” et le “commun” ?

Le *collectif*, c'est le fait qu'on transfère à quelques-uns la responsabilité de la prise des décisions qui s'imposeront à tous et des actions qui en découleront. Par exemple, en France, on a décidé qu'on roulait à droite sur les routes. Peu importe qu'on roule à droite ou à gauche. Ce qui est impossible, c'est qu'il n'y ait pas une décision. Tout le monde gagne en sécurité à ce que chacun ait la même norme. Le *commun*, c'est construire un *dessein commun*. C'est regarder comment, au quotidien, les actions de chacun peuvent contribuer au mieux à la réalisation du dessein commun. Si vous voulez qu'une équipe de foot marche bien, il faut de l'individuel - il faut que les joueurs soient bons physiquement, techniquement - et du collectif - il faut des règles qui s'imposent à tous, un arbitre, un terrain de telle dimension. Puis il faut le “commun”, qui dépasse souvent largement l'équipe, lié à une ville, un territoire, une nation: ce sur quoi le groupe est prêt à se battre et la relation des joueurs entre eux. L'équipe, dans un contexte d'identité donné, sera meilleure que dans



“Un territoire stratégique, c'est une unité de lieu dans laquelle les gens se reconnaissent et reconnaissent les problèmes à prendre en charge ensemble”

« François Jullien :
“Le commun est
ce à quoi on
prend part, qu'on
partage et à quoi
on participe. Le
concept est
politique et je
décide d'assumer
les relations
d'appartenance
que je me
reconnais et d'en
investir de
nouvelles” »

un contexte différent. Le commun ne peut pas s'imposer, se décréter, c'est un engagement libre et volontaire des acteurs. Je cite le philosophe François Jullien : “Le commun est ce à quoi on prend part, qu'on partage et à quoi on participe. Le concept est politique et je décide d'assumer les relations d'appartenance que je me reconnais et d'en investir de nouvelles”.

Dans les deux derniers siècles, il y avait une telle chape de plomb venant de "l'autre" qui avait son regard posé sur ce que je faisais qu'il en résultait un manque de liberté. Tout a été fait - par la technique, le juridique, les institutions, la propriété privée - pour mettre “l'autre” à distance. C'est aussi pour cela que la ville, l'universel, ont un tel attrait. Mais, aujourd'hui, on s'aperçoit que cette mise à distance a aussi d'énormes inconvénients, par exemple la solitude dont souffrent beaucoup de personnes. Entre le “macro” - les décisions de la puissance publique - et le “micro” - notre

interaction purement égoïste avec le marché - il y a le “mésos”, cet espace à construire au quotidien, qui ne se décrète pas et ne doit pas être enfermant. Comme le souligne Henry Ollagnon, pour transformer une situation qui ne nous convient pas, il faut avoir la capacité de la transformer, une certaine responsabilité pour pouvoir le faire, et il faut aussi en avoir le désir, en avoir envie.

Comment s'y prendre pour qu'un territoire devienne le lieu possible d'un dessein commun ?

Pour faire resurgir un dessein commun on a besoin du territoire, c'est-à-dire un espace de proximité et de reconnaissance entre les acteurs. Car il faut de la rencontre, de la communication, de la compréhension et de la négociation entre les acteurs. Il convient d'associer chacun, car chacun est concerné. Si je prend l'exemple de la qualité de l'air que nous respirons, nous sommes tous concernés. On note des logiques individuelles, qui poussent à agir d'une certaine façon, dont

il faut accepter la légitimité. Ce n'est pas bien de prendre sa voiture parce que vous émettez du CO², mais si demain, vous avez un enfant malade et que vous devez vous rendre à un hôpital distant de soixante kilomètres, vous n'allez pas hésiter une seconde. D'un autre côté, on a des politiques publiques qui notent ces augmentations de CO² et qui devraient en limiter les émissions. Comment fait-on se rencontrer ces deux logiques d'action légitimes pour contribuer à un dessein commun qui est d'améliorer la qualité de l'atmosphère sans aller trop loin dans la normalisation des comportements ? Il faudrait rendre les gens micro-macro acteurs : qu'à l'échelle de leur vie, de leurs décisions, ils puissent intégrer le fait qu'ils contribuent à un objectif d'ensemble et qu'ils puissent piloter cette interaction là. Les gens reconnaissent que c'est un patrimoine commun, à quelles conditions peuvent-ils accepter de la prendre en charge à leur niveau, tout en tenant compte des actions des



« Entre le
“macro” - les
décisions de
la puissance
publique – et
le “micro” –
notre interaction
purement égoïste
avec le marché –
il y a le “mésos”,
cet espace à
construire au
quotidien, qui ne
se décrète pas et
ne doit pas être
enfermant »

autres et en assumant les décisions prises. Henry Ollagnon dit une chose : "A la Révolution française, lorsqu'on a coupé la tête du roi, on avait une alternative : faire une république de sujets ou une république de rois".

“A la Révolution française, lorsqu'on a coupé la tête du roi, on avait une alternative : faire une république de sujets ou une république de rois”

Dans la gestion de la qualité du vivant, vous avancez aussi le concept de "qualité totale"...

On parle de la gestion de la pleine qualité du vivant ou "qualité totale" afin de ne pas restreindre le champ de l'action qu'il s'agit de mettre en place. Si le projet d'un canton est d'améliorer la gestion de la forêt, c'est immédiatement compris par tous comme une approche avec un objectif propre : tout cela doit bénéficier à la gestion de la forêt. On aura certains blocages de personnes qui pourront dire que le problème n'est pas la forêt mais le chômage par exemple. Ou des propriétaires forestiers qui trouveront étonnant que vous veniez vous occuper de leur forêt... On demandera ainsi aux acteurs concernés qu'ils définissent quelles sont pour eux les qualités liées à la forêt. Ceci pour ne pas entrer d'emblée dans une logique normative des choses. On le fait d'abord à un niveau macro-systémique, pour comprendre les grandes approches qui interfèrent avec la réalité en jeu et ensuite on fait des

auditions micro-systémiques, on va voir concrètement les propriétaires forestiers, les chasseurs, l'écologiste, le maire, le conseiller général, le technicien... Puis on fait une intégration macro-micro et on voit le chemin de changement constructif possible permettant d'améliorer la qualité du vivant qui est en jeu. Ce faisant, on peut intégrer des problématiques globales et pas uniquement celles liées au problème concerné. La qualité totale, c'est l'ensemble des qualités que les acteurs voient par rapport au problème posé. Il ressort trois grandes dimensions dans la qualité totale : la qualité intrinsèque de la forêt - elle est belle, elle fournit du bon bois, il n'y a pas beaucoup de sangliers dedans...- la qualité des relations des acteurs à la forêt - je la trouve jolie, elle me pose problème... - et la qualité des relations des gens entre eux vis-à-vis de la forêt - les maires s'en f..., l'ONF a mis en place un gros programme... A cette qualité actuelle, s'ajoute la qualité potentielle, en fonction par exemple des actions qui seront menées pour améliorer la forêt dans le futur. Pour améliorer la qualité totale de façon durable, il faut améliorer l'ensemble des autres qualités. Avec la mise en place d'un

mode de gestion en patrimoine commun, parce qu'on investit le méso et le commun, on trouve un niveau de qualité totale qu'on ne peut pas atteindre via les autres modes d'action.

Pour conclure, pourriez-vous nous conter "l'histoire du maire suisse" qu'affectionne Henry Ollagnon ?

Lors d'une étude, Henry Ollagnon a rencontré un maire suisse qui lui a dit qu'en tant que Français il ne pourrait pas comprendre sa problématique. Car si la France a été faite par un roi, en Suisse ce sont des tribus qui se sont rencontrées pour fonder un pays. Pour qu'elle puisse se faire tous les jours et s'incarner dans les actes, il faut la construire en commun en respectant trois grands principes : renforcer l'identité de l'autre pour passer de bons contrats avec lui (c'est ne pas rejeter d'emblée le pourquoi il agit comme cela) ; se doter de structures vulnérables au désengagement pour susciter l'engagement (par exemple une charte qui lie des acteurs là où on intervient, mais qui ne représente rien juridiquement) ; susciter le désir qui qualifie l'engagement plutôt que la contrainte qui le disqualifie.

Propos recueillis par Thierry Groussin.

“Trois grands principes : renforcer l'identité de l'autre pour passer de bons contrats avec lui ; se doter de structures vulnérables au désengagement pour susciter l'engagement ; susciter le désir qui qualifie l'engagement plutôt que la contrainte qui le disqualifie”

